

EN ALGÉRIE

# de la «harga»

65% demandent à s'inscrire en anglais, 30% en français et 5% restants sont répartis entre l'allemand et l'espagnol». Il soutient que «la gent féminine représente 80% de sa clientèle, souvent pour les regroupements familiaux.

La plupart d'entre elles viennent à l'école pour apprendre la langue dans le pays pour où elles vont se marier.

C'est généralement en Europe, avec des émigrés ou des étrangers». C'est le cas de Sara, une jeune universitaire que nous avons rencontrée sur les lieux. «Je vais me marier cet

été, nous dit-elle, avec un Espagnol que j'ai connu sur Internet. Il est venu à Alger et on a célébré nos fiançailles et maintenant je me prépare pour le mariage.» Les tarifs pratiqués par l'école Castle sont de 3 500 DA par niveau entre 4h et 6h par semaine.

M. Bouza assure que «beaucoup de cadres arabophones s'adressent à son école, dont l'âge se situe entre 25 et 30 ans». Il estime que «beaucoup d'écoles vendent des chimères en faisant payer des sommes colossales allant jusqu'à 60 000 DA pour une formation de 30

heures». Cependant, beaucoup de diplômés, nous a-t-on dit, trouvent des circuits qui leur permettent de décrocher des bourses à l'étranger grâce aux séjours linguistiques que proposent certains organismes dans des pays comme la Grande-Bretagne.

Ces derniers, à peine mettent-ils les pieds chez l'hôte, qu'ils pensent déjà à s'installer. Beaucoup y arrivent en se mariant ou en décrochant un boulot. Madjid, qui prend des cours accélérés cet été, n'a qu'une seule idée en tête : «Emigrer au Canada.» «Je suis ingénieur en

électronique mais je ne travaille pas dans mon domaine car je ne trouve pas de travail dans mon secteur. Je suis en train de préparer mon dossier d'émigration pour aller à Ottawa, c'est une région anglophone, donc il faut que je maîtrise l'anglais.

C'est un critère de sélection.» C'est une «harga» d'une autre forme qu'ont trouvée les universitaires, qui leur éviterait une issue fatale et peut-être leur ouvrir de nouveaux horizons.

F. H.

## JOËL LASCAUX, DIRECTEUR DE L'INSTITUT FRANÇAIS D'ALGÉRIE :

# «L'Algérie est notre première enveloppe de coopération au monde avec 12 millions d'euros»

**Le Soir d'Algérie : Quelle est la politique de la France s'agissant de l'enseignement de la langue française en Algérie ?**

**Joël Lascaux :** La politique qui est mise en œuvre, ici en Algérie, est celle du ministère des Affaires étrangères qui conduit, au sens très large, la politique culturelle de la France. Les orientations sont assez générales mais l'idée est de conduire une diplomatie d'influence, d'être à l'écoute de ce qui se passe dans le monde, de percevoir les besoins et d'y répondre le plus intelligemment qui soit. On peut parler de diplomatie d'influence, qui est un terme d'origine américaine, qu'on essaye de mener depuis la fin des années 1990.

La diplomatie culturelle, donc, prend plusieurs aspects : d'abord de répondre à la demande d'enseignement de la langue française. Tout un réseau d'établissements a été mis en place qui permet de répondre à la demande de scolarisation, avec des programmes qui sont validés par le ministère français de l'Education nationale, c'est le réseau de l'Agence de l'enseignement du français à l'étranger. A Alger, l'exemple qui est le lycée international Alexandre-Dumas, relève de cette agence qui scolarise des élèves sur le programme français ; le deuxième aspect, en termes de dispositif de réseau d'établissements culturels qui connaissent depuis deux ans une adaptation, est une fusion dans le cadre du programme de coopération qui fait suite à une loi. Parmi les éléments au cœur de l'objectif, c'était d'avoir plus de cohérence et d'harmonisation. Il y a actuellement une unification du réseau qui sera totale en 2013.

Au cœur de cette diplomatie culturelle, il y a bien entendu la défense de la langue française, comme une langue de la mondialisation même si, bien sûr, on ne peut pas la comparer à la langue anglaise, mais elle reste quand même une langue des échanges commer-

ciaux, des débats d'idées dans le monde ; nous la défendons non pas dans une posture d'attaque mais dans une perspective de dialogue des cultures. C'est un monde globalisé dans lequel il faut être efficace, et l'apprentissage des langues est l'un des facteurs qui militent dans le sens de l'efficacité.

Donc, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les centres culturels français et les services de coopération universitaire, éducative, linguistique et culturelle de l'ambassade de France ont fusionné pour devenir l'Institut français d'Algérie (IFA). Cette réforme mondiale du réseau culturel et de coopération du ministère français des Affaires étrangères et européennes a pour objectif majeur une réponse adaptée aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. En Algérie, la réforme se traduit par une plus grande synergie entre les actions de coopération et de diffusion des services de l'ambassade de France et des cinq antennes (bientôt six avec la reprise d'activité de Tizi-Ouzou) qui constituaient jusqu'alors le réseau des centres culturels français. Nous essayons de bâtir un espace d'échanges et de rencontres favorisant le partage des cultures, des langues et du savoir.

En coopération avec des partenaires algériens, il intervient dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche par la participation à des programmes bilatéraux de recherche et de formation, le soutien aux mobilités, la diffusion de la culture scientifique, etc. Des langues et de la francophonie, par l'offre de cours de français, l'appui à la formation initiale et continue des professeurs de français du primaire à l'université, l'aide aux réseaux de professeurs, etc.

Des échanges culturels et artistiques, par une programmation soutenue d'événements, l'appui aux jeunes créateurs, le soutien aux secteurs du livre et des médias, l'aide à la formation, etc. Nous avons, à cet effet, un site

internet qui regroupe toutes les informations requises. Il faut aujourd'hui penser à maîtriser deux ou trois, voire quatre langues vivantes, et former des bacheliers trilingues, français, arabes, anglais et éventuellement espagnols pour pouvoir les intégrer dans la chaîne internationale. Le cœur de notre politique en Algérie, s'inscrit d'une volonté politique à la suite de la visite d'Etat du président Chirac en 2003.

On a lancé la déclaration d'Alger du mois de mars de la même année qui a tracé les grandes lignes d'une refondation des relations de coopération entre l'Algérie et la France et qui a débouché par la suite sur un document cadre de partenariat signé en 2007.

Dans ce document, il est clairement stipulé le renforcement du capital humain, derrière lequel se profile tout ce qui a trait à la formation aux différents paliers.

### Pour quel objectif ?

L'objectif est de viser l'ensemble du corps enseignant du français au niveau national. Il faut rappeler qu'à la fin des années noires, il n'y avait que 27 professeurs de français à l'université. Cette demande du ministère de l'Éducation algérien ne concerne pas uniquement le français, elle concerne également les mathématiques, car en plus de l'arabe, ce sont les trois critères essentiels pour les bacheliers algériens. A retenir que l'Algérie est notre première enveloppe de coopération au monde dont le montant s'élève à 12 millions d'euros.

### Pour quels motifs vient-on apprendre le français dans votre institut ?

La première demande est le renforcement du système éducatif, notre deuxième niveau d'intervention est le perfectionnement du français. Un dispositif a été mis en place dans ce sens. Les demandeurs sont plutôt jeunes. Ils ont un bon niveau oral mais ont besoin de se

perfectionner à l'écrit. Notre réseau est doté d'une batterie de formations et de certifications pour permettre d'attester de leur niveau. Nous avons, à ce propos, constaté que le premier critère exigé par les entreprises algériennes est la maîtrise du français. Le français est donc une langue d'accès à l'emploi. Les femmes sont en force, le public, dois-je dire, tend à se féminiser. Il y a une forte demande à Alger et en Kabylie. Les trois quarts des demandes viennent de Tizi-Ouzou, et c'est pour cette raison que notre objectif est la réouverture du centre de cette région l'an prochain. Cela ne veut pas dire que nous négligeons les autres régions. Nous avons des demandes au Sud et dans les Hauts-Plateaux mais que nous ne pouvons pas satisfaire pour le moment. Pour ce qui est du lycée Alexandre-Dumas, il ne peut accueillir que 1 000 élèves.

Si on répondait aux demandes qui nous arrivent, on devrait en accueillir 10 000, malheureusement, on ne peut satisfaire qu'une demande sur 10.

Actuellement, il y a 20 000 étudiants algériens en France, on délivre en moyenne 5 000 visas d'études par an. Nous avons lancé un concours en direction des jeunes écrivains francophones algériens. Nous avons reçu 300 propositions, nous en avons présélectionnés 33 et 3 sont les lauréats qui ont été invités au Forum de la langue française au Québec.

Nous avons constaté un intérêt pour le concours, nous avons organisé des ateliers d'écriture, nous avons eu une palette de profils très différents et qui venaient d'un peu partout de l'Algérie mais qui avaient en commun l'amour de la littérature francophone.

J'ai été personnellement très surpris par la qualité de leurs productions, dignes d'être publiées. Il y a une belle relève des écrivains algériens francophones.

Propos recueillis par F. H.

## M<sup>me</sup> TASHAWNA BETHEA, VICE-CONSUL À L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS :

# «Nous avons enregistré 7 000 demandes d'inscription au lancement de Project Hope»

**Le Soir d'Algérie : Parlez-nous de la politique américaine dans la promotion de la langue anglaise en Algérie ?**

**Tashawna Bethea :** Nous avons élaboré un vaste programme qui se décline en plusieurs volets. D'abord, nous avons ce qu'on appelle «écoles Access» au nombre de 13 pour l'enseignement de la langue anglaise à travers l'Algérie. Il y a au moins 1 000 étudiants qui ont été formés par ces écoles. Nous accordons des bourses pour les jeunes entre 14 et 16 ans qui s'intéressent à la culture américaine que nous envoyons en formation aux Etats-Unis. Il y a également «The english language fellows» qui s'adressent aux enseignants algériens.

Nous avons aussi un programme pour éducateurs en anglais qui est un programme d'échange pour enseignants d'anglais que nous envoyons également aux Etats-Unis pour formation. Le «e-Teacher» est un autre programme de cours sur internet pour enseignants d'anglais. Le point faible de ce programme, ce sont les problèmes de connexion.

En sus, nous avons plusieurs centres en Algérie auxquels nous fournissons des ouvrages, des vidéos et des ordinateurs avec accès à internet au sein des universités de Constantine, Oran et Ouargla sans oublier d'autres programmes à des catégories spécifiques pour l'octroi de bourses aux Etats-Unis et enfin «the Project Hope» que nous venons de lancer au début de cette année à Alger.

### Justement, parlez-nous de ce projet, suscite-t-il beaucoup d'engouement de la part des Algériens ?

Au fait, j'ai eu l'idée de créer ce projet vu le nombre important de demandes pour l'apprentissage de l'anglais par les Algériens. Hope veut dire espoir et cet espoir était partagé par l'école Berlitz. J'en ai discuté avec les responsables de cette école et nous avons mis le projet sur pied. C'est un programme de cours gratuits offerts par l'ambassade des Etats-Unis en partenariat donc avec Berlitz qui dure 4 mois à raison de deux fois

par semaine pour ceux qui ne peuvent pas payer leurs cours.

L'engouement vient surtout du fait que l'anglais est plus pratique par rapport aux autres langues pour accéder à la connaissance et la technologie, notamment pour ceux qui font des recherches. On la considère surtout comme une langue universelle. Une semaine après le lancement de Project Hope, nous avons enregistré 7 000 demandes d'inscription mais nous ne pouvons retenir qu'une soixantaine par session. Nous avons également enregistré beaucoup de demandes venant hors d'Alger et pour ceux-là nous avons mis en place des classes virtuelles pour leur donner l'opportunité de suivre les cours.

### Quelle est la tranche d'âge des demandeurs ?

Nous avons des demandeurs de tous les âges mais la majorité a entre 25 et 35 ans. Nous avons même eu une demande d'un homme de 83 ans !

Propos recueillis par F. H.